

# MARSEILLE : Pour les Ecologistes marseillais : « Stop à la paupérisation de l'hôpital public » !

« Pour un accès au soin digne qui profite à tous ! »



Le personnel soignant méprisé et démuné.

Aux côtés des personnels soignants ; médecins, internes, chef.fes de service, infirmier.es, aide-soignant.es, étudiant.es en médecine, universitaires, nous dénonçons les restrictions budgétaires massives qui frappent l'Hôpital public à Marseille et partout ailleurs depuis trop longtemps. Les Marseillais.es, comme l'ensemble des Français.es ne

veulent pas de cette médecine à deux vitesses, imposée par les gouvernements successifs et qui signe l'arrêt de mort de l'Hôpital public.

Alors que nos hôpitaux marseillais sont en pointe dans de nombreux domaines nationalement et internationalement ils sont victimes depuis des années d'un abandon de l'État. L'expertise et l'excellence des filières et services hospitaliers sont unanimement reconnues mais sont bridées par un manque de considération, des mauvaises conditions de travail, des contraintes budgétaires, empêchant le personnel soignant d'exercer son métier dignement. Les missions de soins, de recherche et d'innovation sont de plus en plus difficiles à mener et dans ce contexte la démobilisation des équipes est majeure. Les carrières sont de moins en moins attractives pour les jeunes médecins et pour le personnel soignant, qui se tournent vers le secteur privé ou le libéral.

Nous écologistes et citoyen.nes, sommes solidaires de ce personnel qui exerce constamment en flux tendu, qui sature, dans l'indifférence totale des responsables politiques qui en réponse à la crise ne savent que pratiquer la charité en alignant les mesurettes.

Il est urgent d'aller à contre-courant de cette marche forcée actuelle dictée par des logiques purement comptables, et redonner des moyens supplémentaires massifs à l'Hôpital. Il faut une réforme structurelle majeure : des investissements massifs, une revalorisation des salaires, plus d'effectifs, revoir la répartition des soins en hôpital public et en hôpital privé, redéfinir l'offre de soins sur tout le territoire en luttant contre les déserts médicaux, ... aujourd'hui tous ces indicateurs sont au rouge !

Les malades sont aussi victimes de la dégradation des moyens alloués à l'Hôpital.

Qui dit abandon de l'Hôpital dit dégradation de la prise en charge, de la qualité des soins, et conduit in fine à la mise en danger sanitaire de nos populations. Défendre l'Hôpital

c'est défendre les bénéficiaires d'un service public républicain, patrimoine commun des gens qui n'ont rien. Si notre modèle de soins est envié par-delà les 4 coins du monde, la réalité au sein même de nos services est moins attrayante. Les conséquences directes sur les bénéficiaires sont désastreuses : les lits manquent ; les délais de consultation s'allongent encore ; les usagers sont face à des personnels soignants différents, le taux de turn-over chez ces derniers étant important ; le nombre d'heures d'attente aux urgences atteint des records ; les capacités d'accueil sont réduites, face à un personnel débordé les actes de violences se multiplient ...

Les écologistes lancent l'alerte sur les conséquences sanitaires et économiques des dérèglements climatiques (type canicules, inondations...), comme l'augmentation des maladies à transmission vectorielles, des pandémies ...etc. Ces phénomènes seront de plus en plus fréquents et frapperont toutes les populations et plus durement les plus précaires. Quand on observe déjà aujourd'hui la mauvaise gestion de l'épidémie de punaises de lit à Marseille, ou encore les pénuries de médicaments à l'échelle nationale, on comprend l'urgence qu'il y a à agir. Le coût de l'inaction est un fardeau pour nos générations futures – rappelons que la pollution de l'air coûte déjà en France 101,3 milliards d'euros chaque année !

L'Hôpital à Marseille, comme partout ailleurs, se délite réforme après réforme, mais dans une ville qui compte 25,8% de pauvres les conséquences prennent une importance particulièrement désastreuse. Pour répondre à l'exigence d'une politique de soins digne, à la hauteur des enjeux sanitaires d'aujourd'hui et de demain, nous soutenons l'appel à la grève du 14 novembre et serons attentifs à son évolution.